

Mort du traître Hervé Bourges, précurseur de l'islamo-collaborationnisme



Hervé Bourges n'a pas attendu l'islamo-gauchisme des années 2000 pour se ranger dans le camp anti-français. En 1960, il est secrétaire de rédaction de Témoignage Chrétien qui, faisant une croix – si l'on peut dire – sur son patriotisme de la Résistance, soutient à fond le FLN algérien qu'Edmond Michelet comparait en 1956 au nazisme avant de lui trouver quatre ans plus tard des vertus insoupçonnées.

Le même Edmond Michelet, ministre de la Justice, l'appelle à son cabinet en cette année 1960 pour succéder à Joseph Rovin dont Michel Debré, Premier ministre, a fini par obtenir l'éviction pour une collusion trop évidente avec le FLN.

Dans ce domaine, Hervé Bourges ne le cède en rien à son prédécesseur mais il le fait de manière plus discrète, plus pernicieuse. Il est chargé des relations avec les chefs du FLN, dont Ben Bella, détenus à l'île d'Aix puis au château de

Turquant. Outre cette fonction, il a la responsabilité de la préparation des dossiers de grâce des assassins du FLN condamnés à mort.

Il s'occupe, en particulier, du cas d'Ahmed Bencherif. Celui-ci, était en 1957 sous-lieutenant à la 2^e compagnie du 9^e bataillon de tirailleurs algériens. Il a déserté non sans avoir fait égorger ou égorgé lui-même dix-huit tirailleurs, dix Européens et huit Arabes et Kabyles.

Ultérieurement réfugié en Tunisie, il est envoyé par la direction du FLN mettre de l'ordre en Algérie dans la wilaya IV dont le chef, Si Salah, acceptant le principe de la paix des braves, a rencontré secrètement de Gaulle en juin 1960.

Mettre de l'ordre, on ne peut même pas dire que c'est instaurer la paix des cimetières car les corps des « épurés » de la wilaya IV sont soumis comme « traîtres » à toutes les abjections. Ahmed Bencherif est arrêté le 20 octobre 1960. Il est condamné à mort et transféré en métropole.

Edmond Michelet, sur des conclusions préparées par Hervé Bourges, demande la commutation de sa peine devant le Conseil supérieur de la magistrature bien que Michel Debré et Pierre Messmer, ministre des Armées, ait respectivement indiqué sur le dossier : « Ce félon mérite la mort » et « L'armée ne comprendrait pas une mesure de clémence. »

La commutation est refusée. Il ne reste plus que le recours en grâce auprès de De Gaulle. C'est alors qu'Hervé Bourges fait disparaître le dossier judiciaire de Bencherif. La France étant un État de droit, on n'exécute pas un condamné à mort sans dossier judiciaire. Quand il est « retrouvé », le temps a passé, Bencherif est gracié puis libéré après les « accords » d'Évian de mars 1962.

Ben Bella arrivé au pouvoir à Alger le met à la tête de la gendarmerie algérienne.

Hervé Bourges n'en a pas pour autant fini avec le FLN, non sans être repassé entre-temps par la case Témoignage Chrétien. Dès l'Indépendance, il propose ses services au nouveau maître de l'Algérie, Ben Bella, et se retrouve n°3 de son cabinet en

octobre 1962. Le 4 juillet 1963, exactement un an après l'Indépendance, il acquiert la nationalité algérienne (JO du 9 août 1963).

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêtés du 4 juillet 1963, portant acquisition de la nationalité algérienne.

Par arrêtés du ministre de la justice, garde des sceaux, en date du 4 juillet 1963, acquièrent la nationalité algérienne et jouissent de tous les droits attachés à la qualité d'Algérien, dans les conditions de l'article 8 de la loi n° 63-93 du 27 mars 1963 portant code de la nationalité algérienne :

- M. Chaulet Pierre, né le 27 mars 1930 à Alger,
- Mme Guillot Claudine Simone, épouse Chaulet, née le 21 avril 1931 à Longeau (Haute Marne-France),
- Mme Sempé Josette, Marie, Léonie, veuve Audin, née le 15 février 1931 à Alger,
- Mme Zaoui Jasmin, Reine, veuve Rafini, née le 17 juillet 1928 à Ain Beida,
- M. Arbib Meborakh, Sion, Georges, né le 6 décembre 1923 à Sfax (Tunisie),
- M. Hanoun Lucien, Mimoun, né le 19 septembre 1914 à Inkermann,
- Mme Florio Annie, Virginie, Blanche, épouse Steiner, née le 7 février 1928 à Marengo,
- M. Bourges, Hervé, Joseph, Marie, Augustin, né le 2 mai 1933 à Rennes (Ile et Vilaine-France),**
- M. Schiano de Tagnacomo Albert, Julien, né le 8 novembre 1915 à Poissy (Seine et Oise-France),

M. Maschino Maurice, Jean, né le 14 octobre 1931 à Paris, 13° (France).

Mme Beaumanoir Raymonde, Anne, épouse Roger, née le 20 octobre 1923 à Créhin (Côtes du Nord-France),

M. Duclerc Claude, Jean, né le 21 avril 1925 à Alger,

M. Netz Robert, Henri, Anet, né le 6 novembre 1939 à Lyon 4° (France),

M. Joaquin Sales Caires, né le 1^{er} septembre 1937 à Riola, province de Valence (Espagne),

M. Malljebtou Anouar, né le 21 février 1940 à Bizerte (Tunisie),

M. Domme Claude, dit « Boudria Slimane », né le 19 janvier 1934 à la Bachelierie (Dordogne-France),

M. Segui Gilbert, Auguste, dit « Si Kamel », né le 2 mars 1932 à Alger,

M. Muniz Roberto, dit « Mahmoud », né le 17 juillet 1923 à Général Villegas (Argentine),

M. Escudero-Guzman, Valentin, né le 10 mai 1914 à Madrid (Espagne),

Mme Polrot, Germaine, Jeanne, épouse Escudero-Guzman, née le 31 janvier 1912 à Schaerbech, province de Brabant, Belgique,

M. Escudero Jacques, né le 21 mai 1935 à Paris (14°) (France),

M. Fernandez Faustino, né le 2 janvier 1923 à Langréo (Espagne),

M. Mohamed Ben Mohamed, né en mai 1940 à Beni-Said (Maroc),

et Mme Lavalette Evelyne, Adeline, Louise, née le 15 juin 1927 à Alger.

Quand Boumédiène renverse Ben Bella en 1965, Bourges passe au cabinet de Bachir Boumaza qui s'exile un an plus tard sans le prévenir. Bourges se retrouve dans les geôles du FLN. Son protégé, le gendarme-en-chef Ahmed Bencherif, a rallié Boumédiène et ne se soucie guère de l'en sortir. C'est finalement grâce à Michelet devenu président de l'association France-Algérie qu'il est exfiltré d'Algérie. Bien sûr, ni Michelet, ni Bourges, pour garder leurs bonnes relations avec le pouvoir algérien, ne sont intervenus en 1962-1963 pour sauver harkis et Européens du massacre par le FLN.

Voici le parcours exemplaire d'un homme qui peut servir de référence aux islamo-gauchistes de 2020.

Il ne lui manque plus qu'un hommage national rendu aux Invalides par Macron, à l'instar de Jean Daniel, un de ses

collègues en trahison de la France.

Bernard Zeller